

VERTALING

DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N 90 — 2556

21 OKTOBER 1990. — Besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap betreffende de afmetingen van de stembiljetten voor de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap

De Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, gewijzigd bij artikel 29, § 1;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gezien het feit dat de weerhouding van het hieronder vermeld besluit wegens de aanstaande verkiezingen van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap geen uitstel dult;

Op voordracht van de Voorzitter,

Besluit :

Artikel 1. De afmetingen voor de stembiljetten van de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap zijn :

- Hoogte : 50 centimeter;
- Breedte : 37 centimeter.

Art. 2. De Voorzitter van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 12 oktober 1990.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,
J. MARAITE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2557

5 JUILLET 1990. — Décret relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

- 1° « l'Exécutif » : l'Exécutif régional wallon;
 - 2° « recherche industrielle de base » : l'activité théorique ou expérimentale originale dont l'objectif est l'acquisition de nouvelles connaissances ou la meilleure compréhension des lois de la science et de la technologie dans leur application éventuelle à un secteur industriel ou aux activités d'une entreprise donnée;
 - 3° « recherche appliquée » : l'activité consistant en des travaux d'investigation ou d'expérimentation qui ont pour objectif l'approfondissement des connaissances destinées à faciliter la mise au point de produits, procédés ou services nouveaux;
 - 4° « développement » : l'activité consistant à mettre au point et à améliorer substantiellement les produits, procédés ou services susvisés, en vue d'une exploitation industrielle ou commerciale, en ce compris les projets pilotes et les projets de démonstration;
 - 5° « petite ou moyenne entreprise » : l'entreprise industrielle ou commerciale qui occupe moins de deux cent cinquante travailleurs inscrits à l'Office national de Sécurité sociale, réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à la limite fixée par l'Exécutif.
- En outre, le capital de ces entreprises ne peut être contrôlé à plus d'un tiers par une entreprise qui ne répond pas au critère de chiffre d'affaires imposé par l'Exécutif.
- L'Exécutif peut modifier les critères définissant la petite ou moyenne entreprise par voie d'arrêté et après concertation avec le Conseil économique et social pour la Wallonie (C.E.S.R.W.);
- 6° « projet » : l'ensemble des documents émanant d'un promoteur et décrivant, en termes de produit, procédé ou service, les objectifs poursuivis et les moyens tant humains que matériels nécessaires à leur réalisation;
 - 7° « promoteur » : une personne physique, une entreprise de toute forme juridique légale, un centre collectif de recherche, une association sans but lucratif (A.S.B.L.) ou une unité de recherche universitaire ou de niveau universitaire, un syndicat d'étude;
 - 8° « centre collectif de recherche » : les structures ou organismes de recherche créés soit à l'initiative de la Région wallonne soit à l'initiative et à l'usage d'un secteur d'activité ou d'un groupement d'entreprises;
 - 9° « inventeur isolé » : toute personne physique qui, à titre individuel et en dehors de toute entreprise, a soit élaboré les principes, soit mis au point un produit, procédé, ou service original;

(1) Session 1989-1990.

Documents du conseil, 176 (1989) nos 1 à 5. — Compte-rendu intégral. Séance publique du 28 juin 1990. Discussion, vote.

10° « syndicat d'étude »: toute association de fait entre plusieurs personnes physiques ou entreprises, centres collectifs de recherche, unités de recherche universitaires ou de niveau universitaire, organismes publics ayant pour but la réalisation d'études de faisabilité ou de recherche et développement, préliminaires à la création d'une entreprise ou à toute autre structure industrielle ou commerciale;

11° « Groupement européen d'intérêt économique » (G.E.I.E.): le groupe d'intérêt économique soumis à la loi du 12 juillet 1988 portant diverses mesures d'application du Règlement n° 2137/85 du 25 juillet 1985 de la Communauté économique européenne (CEE).

CHAPITRE II. — Des mécanismes d'incitation à la recherche et au développement des technologies. — Les aides

Art. 2. L'Exécutif participe au soutien de projets et au développement des technologies, soit par le moyen de la subvention, soit par le moyen de l'avance récupérable.

Peuvent bénéficier de l'intervention de l'Exécutif de la Région wallonne, dans le cadre du présent décret :

- 1° les entreprises;
- 2° les groupements d'entreprises;
- 3° les groupements européens d'intérêt économique immatriculés en Belgique et dont le siège est situé en Région wallonne;
- 4° les centres collectifs de recherche agréés;
- 5° les unités de recherche universitaires;
- 6° les unités de recherche de niveau universitaire;
- 7° les syndicats d'études;
- 8° les inventeurs isolés.

Qu'elles soient directement exposées par le bénéficiaire ou supportées dans le cadre d'une convention de sous-traitance, les dépenses admissibles comprennent :

- 1° les dépenses de personnel (chercheurs, techniciens, personnel auxiliaire...) réellement supportées par le bénéficiaire dans le cadre de la réalisation du projet;
- 2° les autres dépenses courantes relatives notamment aux matériaux, fournitures, missions et frais de constitution de dossier calculées dans la même mesure;
- 3° le coût d'usage des machines, instruments et équipements, dans la mesure où les biens sont affectés à la recherche;
- 4° le coût des services de consultants et autres services analogues;
- 5° le coût d'acquisition d'équipement scientifique de pointe indispensable à la réalisation des travaux de recherche;
- 6° le coût d'acquisition d'équipements scientifiques nécessaires à la mise à niveau des capacités de recherche des centres collectifs de recherche, agréés ou non par la Région, et des unités de recherche universitaires ou de niveau universitaire.

Lorsqu'une ou plusieurs entreprises, centres collectifs de recherche et unités universitaires ou de niveau universitaire présentent à l'Exécutif un ensemble cohérent de projets répartis sur une période minimum de trois ans, l'Exécutif peut conclure un protocole réglant les modalités du partenariat avec la Région tout au long de la période et sur les différents projets.

Les interventions de l'Exécutif peuvent également porter sur la participation des entreprises, centres collectifs de recherche et unités universitaires ou de niveau universitaire aux programmes organisés par la Communauté économique européenne.

Art. 3. § 1er. L'Exécutif peut octroyer une subvention d'un montant représentant au maximum 50 % des dépenses relatives à un projet d'une recherche industrielle de base.

Les dépenses sont celles définies à l'article 2, alinéa 3.

§ 2. La subvention peut être portée à un montant maximum de 80 % des dépenses admissibles lorsqu'elle est accordée pour un projet de recherche industrielle de base à une entreprise répondant à la définition de l'article 1er, 5°.

§ 3. La subvention peut être portée à un montant maximum de 100 % des dépenses admissibles lorsqu'elle est accordée à une personne de droit public, sans caractère commercial, ou à une unité de recherche universitaire ou de niveau universitaire.

Dans ce cas, la Région wallonne est seule propriétaire des résultats et des droits générés par les travaux de recherche à charge de la subvention.

§ 4. L'Exécutif peut accorder aux entreprises répondant aux critères énoncés à l'article 1er, 5° ou aux inventeurs isolés une subvention couvrant jusqu'à 80 % des dépenses admissibles consacrées au financement de la préparation ou de l'accompagnement des projets de recherche ou de développement et notamment ce qui concerne :

- 1° l'étude de l'évolution d'un secteur économique, l'analyse d'implications techniques, économiques et juridiques de projets de recherche, l'étude de leur faisabilité;
- 2° l'acquisition d'une technologie;
- 3° l'adjonction d'un responsable à l'innovation technologique;
- 4° l'adjonction d'un responsable à la coopération technologique au sein de la Communauté économique européenne.

Art. 4. § 1er. L'Exécutif peut octroyer des avances, jusqu'à concurrence de 50 % des dépenses relatives à un projet de recherche appliquée ou de développement. Les dépenses admissibles sont celles définies à l'article 2, alinéa 3.

§ 2. Les avances peuvent couvrir jusqu'à 80 % des dépenses admissibles en vertu de l'article 2, alinéa 3, lorsqu'une ou plusieurs des conditions suivantes sont rencontrées :

- 1° le bénéficiaire est une entreprise répondant à la définition de l'article 1er, 5°;
- 2° le projet représente pour son promoteur un risque technologique élevé. Le risque technologique est évalué en prenant en compte la probabilité de réussite du projet et le caractère innovant des techniques mises en jeu pour sa réalisation;
- 3° le projet représente pour son promoteur un risque financier élevé. Le risque financier est évalué par rapport à la capacité pour le promoteur d'assurer seul le financement du projet et de la probabilité de réussite commerciale de celui-ci;
- 4° le projet comporte une sous-traitance significative confiée à un centre collectif de recherche agréé ou non ou un centre de recherche universitaire ou de niveau universitaire.

L'avance récupérable peut être portée jusqu'à 80 % des dépenses admissibles en fonction du nombre de conditions rencontrées et de leur évaluation par les services de l'Exécutif.

§ 3. Les avances peuvent être fixées à 80 % des dépenses admissibles en vertu de l'article 2, alinéa 3, lorsque l'entreprise répond à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

1° il s'agit du premier projet de recherche et développement introduit pour une entreprise répondant à la définition de l'article 1er, 5°;

2° il s'agit d'une entreprise en formation ou d'une entreprise de moins d'un an d'âge et répondant à la définition de l'article 1er, 5°.

§ 4. L'avance est remboursée par le bénéficiaire selon des modalités arrêtées par l'Exécutif.

§ 5. Toutefois, le bénéficiaire est dispensé du remboursement de l'avance si, dans les six mois qui suivent l'échéance fixée pour la fin du programme de recherche ou de développement, il communique sa décision de renoncer à toute exploitation industrielle ou commerciale et à toute valorisation quelconque des résultats de la recherche appliquée ou du développement et s'il transfère les droits d'exploitation exclusifs des résultats obtenus à la Région wallonne ou à toute entreprise ou organisme désigné par l'Exécutif.

CHAPITRE III. — Du financement

Art. 5. Il est constitué au sein du budget des dépenses de la Région wallonne un fonds de type « A » alimenté par :

1° les remboursements effectués par les bénéficiaires d'avances récupérables telles que visées à l'article 4 :

2° toute recette provenant de la valorisation des droits détenus par l'Exécutif et acquis dans le cadre de son action dans le domaine de la recherche et du développement technologique en Wallonie, notamment les droits d'exploitations de résultats de recherche, la propriété ou copropriété de matériels et installations ainsi que la participation en capital et prêts obligataires.

Art. 6. Les dépenses visées au présent décret sont notamment imputées à charge du fonds tel que défini à l'article 5.

CHAPITRE IV. — Du partenariat

Art. 7. Il est institué un Comité d'orientation pour la promotion de la recherche et des technologies en Région wallonne.

Ce Comité est composé :

1° de fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne, désignés par l'Exécutif;

2° de fonctionnaires du Ministère de l'Équipement et des Transports pour la Région wallonne, désignés par l'Exécutif;

3° d'un inspecteur des Finances, désigné par l'Exécutif;

4° de représentants des milieux industriels et syndicaux;

5° de représentants des centres de recherche, des instituts techniques supérieurs et des universités.

L'Exécutif fixe le nombre de représentants des catégories visées aux 1°, 2°, 4° et 5°, et le mode de désignation des représentants visés aux 4° et 5°, ainsi que les règles de fonctionnement du Comité.

Art. 8. L'avis du Comité d'orientation sera sollicité chaque année sur les programmes d'activités présentés par l'Exécutif ainsi que sur les programmes budgétaires. Le Comité remettra un avis sur les arrêtés d'application des actions de l'Exécutif relatives au présent décret.

Art. 9. Dans le cas où l'Exécutif estime ne pas devoir suivre en tout ou en partie les avis du Comité d'orientation, sa décision doit être motivée.

CHAPITRE V. — Mesures transitoires

Art. 10. Pour la période s'écoulant entre la date de publication du présent décret et la date de publication des arrêtés de l'Exécutif s'y rapportant, les dispositions en vigueur actuellement restent d'application.

CHAPITRE VI. — Disposition abrogatoire

Art. 11. Le présent décret remplace les dispositions visées par l'article 25 de la loi d'expansion économique du 30 décembre 1970, par l'arrêté-loi du 27 décembre 1944 relatif aux aides sous forme de subsides octroyées à l'industrie pour l'encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.) et par l'arrêté royal du 2 février 1982 relatif au financement d'actions et de programmes d'innovation technologique (crédit KB/AR).

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Économie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de la Renovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,
E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieure pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2557

5. JULI 1990. — Dekret über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL 1. — Definitionen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Dekretes versteht man unter :

- 1° « die Exekutive » : die Wallonische Regionalexekutive;
 - 2° « industrielle Grundforschung » : die originale theoretische oder experimentelle Tätigkeit, deren Ziel den Erwerb neuer Kenntnisse oder eines besseren Verständnisses der Gesetze der Wissenschaft und der Technologie in ihrer eventuellen Anwendung für einem industriellen Bereich oder für die Tätigkeiten eines bestimmten Unternehmens ist;
 - 3° « Anwendungsforschung » : die Tätigkeit, die aus Nachforschungs- oder Experimentierungsarbeiten besteht und darauf erzielte, die erforderlichen Kenntnisse der Entwicklung von Produkten, Verfahren oder neuen Dienstleistungen zu vertiefen bzw. besser zu erfassen;
 - 4° « Entwicklung » : die Tätigkeit, die aus der Entwicklung und der wesentlichen Verbesserung der obenerwähnten Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen industrieller oder kommerzieller Zwecke besteht, die Versuchsprojekte oder die Demonstrationsprojekte inbegriffen;
 - 5° « kleiner oder mittlerer Betrieb » : der Industrie- oder Handelsbetrieb, der mindestens zweihundertundfünfzig beim Landesamt für Soziale Sicherheit angemeldete Arbeitnehmer beschäftigt und dessen jährlicher Umsatz unter der von der Exekutive festgelegten Grenze liegt.
- Ausserdem darf höchstens ein Drittel des Kapitals dieser Unternehmen von einem Betrieb kontrolliert werden, der dem Kriterium betreffs, der durch die Exekutive auferlegten Umsatzzahlen nicht genügt.
- Die Exekutive kann die Kriterien zum Definieren des kleinen oder mittleren Betriebs durch Erlass und nach Absprache mit dem Wirtschafts- und Sozialrat für die Wallonische Region (W.S.E.W.R.) abändern;
- 6° « Projekt » : die Gesamtheit der von einem Initiator ausgehenden Unterlagen, die in Worten von Produkten, Verfahren oder Dienstleistungen die verfolgten Ziele und die für ihre Verwirklichung sowohl menschlichen als materiellen notwendigen Mittel beschreiben;
 - 7° « Initiator » : eine natürliche Person, ein Betrieb jeglicher Rechtsform, ein kollektives Forschungszentrum, eine Gesellschaft ohne Erwerbszweck (GoE) oder ein universitärer Fachbereich oder ein Fachbereich des universitären Niveaus, ein Studiumsorgan;
 - 8° « kollektives Forschungszentrum » : die Forschungsinfrastrukturen oder Einrichtungen, die entweder auf die Initiative der Wallonischen Region oder auf die Initiative eines Tätigkeitsbereichs oder eines Betriebsverbandes und für ihren Gebrauch errichtet worden sind;
 - 9° « Einzelerfinder » : jede natürliche Person, die individuell und ohne die Mitwirkung eines Unternehmens entweder die Prinzipien aufgestellt hat oder ein originales Produkt, Verfahren oder eine originale Dienstleistung entwickelt hat;
 - 10° « Studiumsorgan » : jeder nichtrechtsfähige Verein zwischen mehreren natürlichen Personen oder Unternehmen, kollektiven Forschungszentren, universitären Fachbereichen oder Fachbereichen des universitären Niveaus, öffentlichen Einrichtungen, die als Ziel hat, eine vorherige Studie über die Durchführbarkeit oder Forschung und Entwicklung von der Gründung eines Betriebs oder jeglichen anderen industriellen oder kommerziellen Struktur zu erstellen;
 - 11° « Europäische wirtschaftliche Interessenvereinigung » (EWIV) : die Gruppe wirtschaftlicher Interesse, die dem Gesetz vom 12. Juli 1989 über verschiedene Durchführungsmaßnahmen der Verordnung Nr. 2137/85 der Europäischen Wirtschaftlichen Gemeinschaft (EWG) vom 25. Juli 1985 unterliegt.

KAPITEL II**Anreizmechanismen zur Forschung und zur Entwicklung der Technologien. — Die Beihilfen**

Art. 2. Die Exekutive beteiligt sich an der Unterstützung von Forschungsprojekten und an der Entwicklung der Technologien, entweder durch die Subvention oder durch den beitreibbaren Vorschuss.

Im Rahmen des vorliegenden Dekretes können :

- 1° die Unternehmen;
 - 2° die Unternehmensvereine;
 - 3° die europäischen wirtschaftlichen Interessenvereinigungen, die in Belgien angemeldet sind und deren Sitz in der Wallonischen Region liegt;
 - 4° die zugelassenen kollektiven Forschungszentren;
 - 5° die universitären Fachbereiche;
 - 6° die Fachbereiche des universitären Niveaus;
 - 7° die Studienorgane;
 - 8° die Einzelerfinder,
- die Subventionen der Wallonischen Regionalexekutive erhalten.

Gleichviel ob die zulässigen Ausgaben vom Zuschussempfänger unmittelbar ausgelegt oder im Rahmen eines Vertrages über die Vergabe von Aufträgen an Subunternehmen getragen werden, umfassen selbige :

- 1° die im Rahmen der Verwirklichung des Projektes durch den Zuschussempfänger wirklich getragenen Personalkosten (Forscher, Techniker, Hilfspersonal...);

(1) Sitzung 1989-1990

Unterlagen des Rates, 176 (1989-1990) Nr. 1 bis 5. — Ausführliches Protokoll. Öffentliche Sitzung vom 28. Juni 1990. Diskussion, Abstimmung.

2° die in derselben Massgabe gerechneten anderen fortdauernden Ausgaben für u.a. Material, Bedarf, Aufträge und Kosten für die Bildung von Akten;

3° die Gebrauchskosten der Maschinen, Geräte und Ausrüstungen, sofern die Güter für die Forschung bestimmt sind;

4° die Kosten der Dienste von Beratern und anderer ähnlichen Dienste;

5° die Anschaffungskosten modernster wissenschaftlicher Ausrüstungen, die der Verwicklung der Forschungsarbeiten unerlässlich sind;

6° die Anschaffungskosten wissenschaftlicher Ausstattung, die zur Anpassung der Forschungsfähigkeiten der von der Wallonischen Region zugelassenen oder nicht zugelassenen kollektiven Forschungszentren und der universitären Fachbereiche oder der Fachbereiche des universitären Niveaus unerlässlich sind.

Wenn ein oder mehrere Unternehmen, kollektive Forschungszentren und universitäre Fachbereiche oder Fachbereiche des universitären Niveaus der Exekutive ein kohärentes Gesamtprojekt, das auf eine minimale Periode von drei Jahren verteilt wird, vorlegen, so kann die Exekutive ein Protokoll zur Regelung der Modalitäten der Partnerschaft mit der Wallonischen Region über die ganze Periode und über die verschiedenen Projekte abschliessen.

Die Beteiligungen der Exekutive können auch die Teilnahme der Unternehmen, kollektiven Forschungszentren und universitären Fachbereiche oder Fachbereiche des universitären Niveaus an den von der Europäischen Wirtschaftlichen Gemeinschaft organisierten Programmen betreffen.

Art. 3. § 1. Die Exekutive kann eine Subvention im Betrag von höchstens 50 % der Ausgaben eines Projektes zur industriellen Grundforschung gewähren.

Die Ausgaben sind diejenigen, die in Artikel 2, Absatz 3, definiert sind.

§ 2. Die Subvention kann auf einen Betrag von höchstens 80 % der zulässigen Ausgaben erhöht werden, wenn sie einem Unternehmen, das der definition von Artikel 1, 5°, entspricht für ein Projekt zur industriellen Grundforschung gewährt wird.

§ 3. Die Subvention kann auf einen Betrag von höchstens 100 % der zulässigen Ausgaben erhöht werden, wenn sie einer nicht handelsähnlichen Person öffentlichen Rechts oder einem Universitären Fachbereich oder einem Fachbereich des universitären Niveaus gewährt wird.

In diesem Fall ist die Wallonische Region der einzige Eigentümer der durch die Forschungsarbeiten zu Lasten von der Subvention bewirkten Ergebnisse und Rechte.

§ 4. Die Exekutive kann den Unternehmen, die den in Artikel 1, 5°, angegebenen Kriterien entsprechen, oder den Einzelerfindern eine Subvention gewähren, die bis zu 80 % der zulässigen Ausgaben deckt, die der Finanzierung der Vorbereitung oder der Begleitung der Forschungs- oder Entwicklungsprojekte gewidmet werden, und insbesondere für :

1° das Studium der Entwicklung eines Wirtschaftsbereiches, die Analyse technischer, wirtschaftlicher und juristischer Folgen von Forschungsprojekten, das Studium ihrer Durchführbarkeit;

2° den Erwerb einer Technologie;

3° das Zuziehen eines Verantwortlichen für technologische Erneuerung;

4° das Zuziehen eines Verantwortlichen für technologische Zusammenarbeit innerhalb der Europäischen Wirtschaftlichen Gemeinschaft.

Art. 4. § 1. Die Exekutive kann Vorschüsse bis zu 50 % der Ausgaben eines Projektes zur Anwendungsforschung oder zur Entwicklung gewähren. Die zulässigen Ausgaben sind diejenigen, die in Artikel 2, Absatz 3, definiert sind.

§ 2. Die Vorschüsse können bis zu 80 % die auf Grund des Artikels 2, Absatzes 3, zulässigen Ausgaben decken, wenn eine oder mehrere folgender Bedingungen erfüllt sind :

1° der Zuschussempfänger ist ein Unternehmen, das der Definition des Artikels 1, 5°, entspricht;

2° das Projekt beinhaltet ein hohes technologisches Risiko für seinen Initiator. Das technologische Risiko wird unter Berücksichtigung der Wahrscheinlichkeit des Erfolgs des Projektes und die Neuerung der für seine Verwirklichung angewandten Techniken geschätzt;

3° das Projekt beinhaltet ein hohes finanzielles Risiko für seinen Initiator. Das finanzielle Risiko wird nach der Fähigkeit des Initiators, die Finanzierung des Projektes allein zu gewährleisten und nach der Wahrscheinlichkeit seines kommerziellen Erfolgs geschätzt;

4° für die Verwirklichung des Projektes ist eine bedeutende Teildurchführung vorgesehen, die einem zugelassenen oder nicht zugelassenen kollektiven Forschungszentrum oder einem universitären Fachbereiche oder einem Fachbereich des universitären Niveaus anvertrauen worden ist.

Der beitreibbare Vorschuss kann auf 80 % der zulässigen Ausgaben erhöht werden je nach der Anzahl der erfüllten Bedingungen und ihrer Schätzung durch die Dienststellen der Exekutive.

§ 3. Die Vorschüsse können auf 80 % der auf Grund des Artikels 2, Absatzes 3, zulässigen Ausgaben festgelegt werden, wenn das Unternehmen einer folgender Bedingungen genügt :

1° es handelt sich um das erste Projekt zur Forschung und Entwicklung, das von einem Unternehmen eingereicht wird, welches der Definition des Artikels 1, § 5, entspricht;

2° es handelt sich um ein Unternehmen, das sich in der Entwicklungsphase befindet, oder um ein Unternehmen, das seit weniger als ein Jahr besteht und, die der Definition des Artikels 1, 5°, entspricht.

§ 4. Der Vorschuss wird vom Zuschussempfänger nach den von der Exekutive festgelegten Modalitäten rückerstattet.

§ 5. Der Zuschussempfänger wird jedoch von der Rückerstattung des Vorschusses befreit, wenn er innerhalb der sechs Monate nach der festgelegten Fälligkeit für das Ende des Forschungs- oder Entwicklungsprogramms mitteilt, dass er beschlossen hat auf jede industrielle oder kommerzielle Ausnützung oder auf irgendeine Aufwertung der Ergebnisse der Anwendungsforschung oder der Entwicklung zu verzichten und, wenn er die ausschliesslichen Verwertungsrechte der erzielten Ergebnisse auf die Wallonische Region oder auf jedes Unternehmen oder jede Einrichtung, die von der Exekutive bezeichnet worden sind, überträgt.

KAPITEL III. — Die Finanzierung

Art. 5. im Haushaltsplan der Ausgaben der Wallonischen Region wird ein Fonds des Typs « A » gebildet, dem folgende Mittel zugeführt werden :

1° die von den Zuschussempfänger geleisteten Rückerstattungen der betreibbaren Vorschüsse, wie sie unter Artikel 4 erwähnt sind;

2° jede Einnahme aus der Verwertung der Rechte der Exekutive, die sie im Rahmen ihrer Aktion im Gebiet der technologischen Forschung und Entwicklung in der Wallonischen Region erworben hat, insbesondere von den Rechten, die Ergebnisse der Forschung zu verwerten, vom Besitztum oder Mitbesitztum von Material und Anlagen sowie von Kapital- und Obligationendarlehen.

Art. 6. Die im vorliegenden Dekret erwähnten Ausgaben gehen namentlich zu Lasten des Fonds gelegt, wie er unter Artikel 5 definiert ist.

KAPITEL IV. — Die Partnerschaft

Art. 7. Ein Beratungsausschuss für die Förderung der Forschung und der Technologien in der Wallonischen Region wird errichtet.

Dieser Ausschuss hat folgende Zusammensetzung:

- 1° Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region, die von der Exekutive bezeichnet werden;
- 2° Beamten des Ministeriums der Ausrüstung und des Transportwesens für die Wallonische Region, die von der Exekutive bezeichnet werden;
- 3° ein von der Exekutive bezeichneter Finanzinspektor;
- 4° Vertreter der Industrie- oder Gewerkschaftskreise;
- 5° Vertreter der Forschungszentren, der Technischen Hochschulen und der Universitäten.

Die Exekutive legt die Anzahl der Vertreter der in 1°, 2°, 4° und 5° erwähnten Kategorien und die Bezeichnungsweise der in 4° und 5° erwähnten Vertreter, so wie die Arbeitsregeln des Ausschusses fest.

Art. 8. Das Gutachten des Beratungsausschusses über die von der Exekutive vorgelegten Tätigkeitsprogramme sowie über die Haushaltsvorschläge wird jedes Jahr eingeholt. Der Ausschuss gibt sein Gutachten über die Anwendungserlasse ab, welche die im vorliegenden Dekret vorgesehenen Tätigkeiten der Exekutive betreffen.

Art. 9. Im Fall, dass die Exekutive der Meinung ist, den Gutachten des Beratungsausschusses ganz oder teilweise nicht folgen zu müssen, muss ihr Beschluss begründet sein.

KAPITEL V. — Übergangsmassnahmen

Art. 10. Für die Periode zwischen dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets und dem Datum der Veröffentlichung der sich darauf beziehenden Erlasse der Exekutive bleiben die zur Zeit geltenden Bestimmungen anwendbar.

KAPITEL VI. — Aufhebende Bestimmung

Art. 11. Das vorliegende Dekret ersetzt die Bestimmungen, die im Artikel 25 des Gesetzes über den Wirtschaftsaufschwung vom 30. Dezember 1970, im Gesetzeserlass vom 27. Dezember 1944 über die Beihilfen in Form von Zuschüssen, die durch die Industrie für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft gewährt sind, und in Königlichem Erlass vom 2. Februar 1982 über die Finanzierung von Aktionen und Programmen technologischer Neuerung (Kredit KB/AR) erwähnt sind.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namür, am 5. Juli 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für Innere Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,
A. VAN DER BIEST

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt, Finanzen und Transportwesen,
A. DALEM

Der Minister der Wallonischen Region für Ländliche Erneuerung,
Erhaltung der Natur, Industriezonen und Beschäftigung,
E. HISMANS

Der Minister der Wallonischen Region für Öffentliche Arbeiten,
A. BAUDSON

Der Minister der Wallonischen Region für Raumordnung,
Forschung, Technologien und Auswärtige Beziehungen,
A. LIENARD

Der Minister der Wallonischen Region für Landwirtschaft, Umwelt und Wohnungswesen,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 2557

5 JULI 1990. — Decreet betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° « de Executieve » : de Waalse Gewestexecutieve;
- 2° « basis industrieel onderzoek » : de originele theoretische of experimentele activiteit die ten doel heeft het verwerven van nieuwe bevoegdheden of van een beter begrip der wetenschapswetten en van de technologie voor hun eventuele toepassing op een industriële sector of op de activiteiten van een bepaalde onderneming;
- 3° « toegepast onderzoek » : de activiteit bestaande uit onderzoekwerken of experimenten die ten doel hebben de verbetering van de kennis bestemd om de bijwerking van producten, procédés of nieuwe diensten te vergemakkelijken;
- 4° « ontwikkeling » : de activiteit die erin bestaat de bovenvermelde producten, procédés of diensten bij te werken en behoorlijk te verbeteren, met het oog op een industriële of commerciële uitbating, de experimentatie en demonstratieontwerpen inbegrepen;
- 5° « kleine of middelgrote onderneming » : de industriële of commerciële onderneming die minder dan tweehonderdvijfzig werknemers in dienst heeft die bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingeschreven zijn en die een jaarlijkse omzet heeft die lager is dan de door de Executieve vastgestelde grens.
Bovendien mag er geen toezicht uitgeoefend worden op het kapitaal van deze ondernemingen voor meer dan één derde door een onderneming die de maatstaf van de door de Executieve opgelegde omzet niet beantwoordt.
De Executieve kan de maatstaven tot bepaling van kleine of middelgrote onderneming wijzigen bij besluit en na overleg met de economische en sociale raad van Wallonië (E.S.R.W.);
- 6° « ontwerp » : alle door een promotor voorgelegde stukken die een in producten, procédé's of diensten uitgedrukte beschrijving geven van de nagestreefde doeleinden en van de zowel menselijke als materiële middelen nodig voor hun verwezenlijking;
- 7° « promotor » : een natuurlijke persoon, een onderneming van eender welke wettige rechtsvorm, een collectief onderzoekscentrum, een vereniging zonder winstoogmerk (VZW) of een universitair of van universitair niveau onderzoekenheid, een studievereniging;
- 8° « collectief onderzoekscentrum » : de onderzoeksstructuren of -instellingen opgericht hetzij op initiatief van het Waalse Gewest, hetzij op initiatief en voor het gebruik van een activiteitssector of van een vereniging van ondernemingen;
- 9° « alleenstaande uitvinder » : elke natuurlijke persoon die, persoonlijk en buiten enig bedrijf, hetzij de beginselen heeft opgesteld, hetzij een origineel product, procédé of dienst heeft vervaardigd;
- 10° « studievereniging » : elke feitelijke vereniging van meerdere natuurlijke personen of ondernemingen, collectieve onderzoekscentra, universitaire of van universitair niveau onderzoekseenheden, openbare instellingen die ten doel hebben de uitvoering van uitvoerbaarheidsstudies of van onderzoek en ontwikkeling die de oprichting van een onderneming of van enige andere industriële of commerciële structuur voorafgaan;
- 11° « Europees economisch samenwerkingsverband » (EESV) : het economisch samenwerkingsverband onderworpen aan de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening nr. 2137/85 van 25 juli 1985 van de Raad van de Europese Economische Gemeenschap (EEG).

HOOFDSTUK II

De aanzettingsprocessen tot onderzoek en ontwikkeling van de technologieën. — De bijstanden

Art. 2. De Executieve neemt deel aan de steun van ontwerpen voor onderzoek en ontwikkeling van de technologieën, hetzij bij wijze van toelagen, hetzij bij wijze van invorderbare voorschotten.

In het kader van dit decreet kunnen genieten van de tussenkomst van de Executieve van het Waalse Gewest :

- 1° de ondernemingen;
- 2° de verenigingen van ondernemingen;
- 3° de in België ingeschreven Europese economische samenwerkingsverbanden waarvan de zetel in het Waalse Gewest gelegen is;
- 4° de erkende collectieve onderzoekcentra;
- 5° de universitaire onderzoekseenheden;
- 6° de onderzoekseenheden van universitair niveau;
- 7° de studieverenigingen;
- 8° de alleenstaande uitvinders.

Wanneer zij rechtstreeks door de begunstigde voorgelegd worden of in het kader van een onderaannestingsovereenkomst worden gedragen, bevatten de toelaatbare uitgaven :

- 1° de door de begunstigde werkelijk gedragen personeelsuitgaven (vorsers, technici, hulppersoneel...) in het kader van de verwezenlijking van het ontwerp;
- 2° de andere in gelijke mate berekende lopende uitgaven betreffende namelijk de materialen, leveringen, opdrachten en kosten voor de aanleg van dossiers;

(1) *Zitting 1989-1990*

Stukken van de raad, 176 (1989-1990), nrs 1 tot 5. Volledig verslag. Openbare zitting van 28 juni 1990. Bespreking. Stemming.

3° de gebruikskosten van machines, werktuigen en uitrustingen, naarmate de goederen voor het onderzoek bestemd zijn;

4° de kosten van de diensten van adviseurs en andere gelijkaardige diensten;

5° de aanschaffingskosten van wetenschappelijke uitrustingen nodig voor de aanpassing aan het onderzoeksvermogen van de collectieve onderzoekscentra, erkend of niet door het Gewest, en van de universitair of van universitair niveau onderzoekseenheden.

Indien één of meerdere ondernemingen, collectieve onderzoekscentra en universitaire of van universitair niveau eenheden een samenhangend geheel van ontwerpen verdeeld over een periode van minstens drie jaar aan de Executieve voorleggen, kan de Executieve een protocol afsluiten tot regeling van de modaliteiten van partnerschap met het Gewest gedurende deze periode en over de verschillende ontwerpen.

De tussenkomsten van de Executieve kunnen tevens betrekking hebben op de medewerking van de ondernemingen, collectieve onderzoekscentra en universitaire of van universitair niveau eenheden aan door de Europese Economische Gemeenschap ingerichte programma's.

Art. 3. § 1. De Executieve kan een toelage toekennen waarvan het bedrag gelijk is aan maximum 50 % der uitgaven betreffende een ontwerp van een basis industrieel onderzoek.

De uitgaven zijn dewelke bepaald zijn in artikel 2, 3e lid.

§ 2. De toelage kan herleid worden tot een maximum bedrag van 80 % der toelaatbare uitgaven indien zij aan een onderneming zoals bepaald in artikel 1, 5°, is toegekend voor een ontwerp van basis industrieel onderzoek.

§ 3. De toelage kan herleid worden tot een maximum bedrag van 100 % der toelaatbare uitgaven indien zij toegekend is aan een publiek rechtelijke persoon, zonder commercieel karakter, of aan een universitair of van universitair niveau onderzoekseenheid.

In dat geval is het Waalse Gewest enige eigenares van de uitslagen en rechten voortvloeiend uit de door de toelage gefinancierde onderzoekswerken.

§ 4. De Executieve kan aan de ondernemingen die voldoen aan de in artikel 1, 5°, vermelde voorwaarden of aan de alleenstaande uitvinders een toelage toekennen die tot 80 % van de voor de financiering van de voorbereiding of van de begeleiding van de onderzoek- of ontwikkelingsontwerpen bestemde toelaatbare uitgaven dekt, en inzonderheid wat betreft:

1° de studie van de evolutie van een economische sector, het onderzoek van de technische, economische en juridische gevolgen van de onderzoeksontwerpen, de studie van hun uitvoerbaarheid;

2° de aanschaffing van een technologie;

3° de toevoeging van een verantwoordelijke voor de technologische innovatie;

4° de toevoeging van een verantwoordelijke voor de technologische samenwerking in de Europese Economische Gemeenschap.

Art. 4. § 1. De Executieve kan voorschotten toekennen ten belope van 50 % van de uitgaven betreffende een ontwerp van toegepast onderzoek of van ontwikkeling. De toelaatbare uitgaven zijn dewelke bedoeld in artikel 2, 3e lid.

§ 2. De voorschotten kunnen tot 80 % van de krachtens artikel 2, 3e lid toelaatbare uitgaven dekken indien één of meerdere der volgende voorwaarden worden vervuld:

1° de begunstigde is een onderneming zoals omschreven in artikel 1, 5°;

2° het ontwerp stelt voor de promotor een hoog technologisch risico voor. Het technologisch risico wordt geschat rekening houdend met de kans op slagen van het ontwerp en met het innoverend karakter van de ingezette technieken voor zijn verwezenlijking;

3° het ontwerp stelt voor de promotor een hoog financieel risico voor. Het financieel risico wordt geschat rekening houdend met de bevoegdheid van de promotor de financiering van het ontwerp alleen te verzekeren en de kans op commercieel slagen ervan;

4° het ontwerp bestaat uit een behoorlijke onderaanbesteding die toevertrouwd wordt aan een universitaire of van universitair niveau onderzoekscentrum.

De invorderbare voorschot kan herleid worden tot 80 % der toelaatbare uitgaven naargelang het aantal vervulde voorwaarden en hun schatting door de diensten van de Executieve.

§ 3. De voorschotten kunnen vastgesteld worden op 80 % van de krachtens artikel 2, 3e lid toelaatbare uitgaven indien de onderneming een of andere der volgende voorwaarden vervult:

1° het betreft het eerste ontwerp voor onderzoek en ontwikkeling ingediend voor een onderneming zoals omschreven in artikel 1, 5°;

2° het betreft een onderneming in oprichting of een onderneming die minder dan één jaar oud is en omschreven is in artikel 1, 5°.

§ 4. Het voorschot wordt door de begunstigde terugbetaald volgens de door de Executieve vastgestelde modaliteiten.

§ 5. Nochtans wordt de begunstigde vrijgesteld van de terugbetaling van het voorschot indien, binnen de zes maanden na de vastgestelde termijn voor het einde van het onderzoek- of ontwikkelingsprogramma, hij zijn beslissing bekendmaakt waarbij hij afziet van enige industriële of commerciële uitbating of van enige valorisatie van de uitslagen van het toegepaste onderzoek of van de ontwikkeling en indien hij de exclusieve uitbating-rechten van de bekomen resultaten aan het Waalse Gewest of aan enig door de Executieve aangesteld bedrijf of instelling overmaakt.

HOOFDSTUK III. — De financiering

Art. 5. In de begroting der uitgaven van het Waalse Gewest wordt er een fonds van het type A opgericht dat onderhouden wordt door:

1° de terugbetalingen verricht door de rechthebbenden op terugvorderbare voorschotten zoals bedoeld in artikel 4;

2° alle ontvangsten voortvloeiend uit de valorisatie van de rechten die het eigendom van de Executieve zijn en die verworven zijn in het kader van haar actie inzake onderzoek en technologische ontwikkeling in Wallonië, inzonderheid op de uitbating-rechten van de onderzoekuitslagen, de eigendom of mede-eigendom van materialen en installatie alsmede de deelneming in het kapitaal en de obligatieleningen.

Art. 6. De in dit decreet bedoelde uitgaven worden onder meer aangerekend op het in artikel 5 beschreven fonds.

HOOFDSTUK IV. — *Het partnerschap*

Art. 7. Er wordt een Oriëntatiecomité ter bevordering van het onderzoek en de technologieën in het Waalse Gewest ingesteld.

Dit comité is samengesteld uit:

- 1° door de Executieve aangestelde ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest;
 - 2° door de Executieve aangestelde ambtenaren van het Waalse Ministerie voor Uitrustingen en Vervoer;
 - 3° een door de Executieve aangestelde inspecteur van Financiën;
 - 4° vertegenwoordigers van de industriële en syndikale kringen;
 - 5° vertegenwoordigers van de onderzoekscentra, hogere technische scholen en universiteiten.
- De Executieve bepaalt het aantal vertegenwoordigers van de in 1°, 2°, 4° en 5°, vermelde vertegenwoordigers, alsmede de werkingsregelen van het comité.

Art. 8. Het advies van het oriëntatiecomité wordt elk jaar gevraagd over de door de Executieve voorgestelde activiteitenprogramma's alsmede over de budgettaire voorstellen. Het comité geeft een advies over de toepassingsbesluiten van de acties van de Executieve in verband met dit decreet.

Art. 9. Indien de Executieve acht de beslissingen van het oriëntatiecomité geheel of ten dele niet hoeven te volgen, moet haar beslissing gemotiveerd zijn.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 10. Voor de periode tussen de datum van de bekendmaking van onderhavig decreet en de datum van de bekendmaking van de eraan verbonden besluiten blijven de thans van kracht zijnde bepalingen van toepassing.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepaling*

Art. 11. Onderhavig decreet vervangt de bepalingen bedoeld in artikel 25 van de wet van 30 december 1970 voor de economische expansie, in de besluitwet van 27 december 1944 betreffende de hulp door subsidies toegekend aan de industrie voor de aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw (IWONL) en in het koninklijk besluit van 2 februari 1982 betreffende de uitvoering van acties en programma's voor technologische vernieuwing (krediet KB/AR).

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* bekend wordt gemaakt.

Namen, 5 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN DER BIEST

Dé Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting,
Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,
E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,
A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN

F 90 — 2558

19 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant le cadre organique du personnel temporaire transféré du Ministère de l'Emploi et du Travail

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 87;

Vu la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, notamment l'article 212;

Vu la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 18, § 2 et § 3;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 octobre 1987 portant le règlement organique du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 juillet 1989 fixant le cadre organique du personnel du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 3 octobre 1989 d'exécution des articles 212 et 213 de la loi du 8 août 1989 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 en ce qui concerne le Ministère de l'Emploi et du Travail;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a la Fonction publique régionale dans ses attributions;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le Budget dans ses attributions;